



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 mars 2007
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante et unième session
Point 27 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région
du groupe GUAM et leurs incidences
sur la paix, la sécurité et le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-deuxième année**

**Lettre datée du 10 février 2007, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de représentant du pays coordonnateur du groupe GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration des États membres du groupe concernant les prétendues élections locales et parlementaires en Abkhazie (Géorgie) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 27 de son ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Viktor **Kryzhanivskyi**



**Annexe à la lettre du 10 février 2007, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration des États membres du groupe GUAM
concernant les prétendues élections locales
et parlementaires en Abkhazie (Géorgie)**

Les États membres du groupe GUAM expriment la profonde préoccupation que leur inspirent les prétendues élections locales et parlementaires qui doivent avoir lieu en Abkhazie (Géorgie) les 11 février et 4 mars 2007.

Ils insistent sur le fait que toute élection ayant lieu sur le territoire de la Géorgie doit se dérouler conformément à la législation géorgienne et avec la participation directe de toute la population de la région. Le régime séparatiste illégitime installé en Abkhazie (Géorgie) a l'intention d'organiser ce qu'il appelle des élections sans la participation de l'écrasante majorité de la population locale, principalement constituée de Géorgiens, qui ont été chassés de la région par la force en raison d'un grave crime contre l'humanité, à savoir la purification ethnique telle qu'elle a été reconnue dans les textes issus des sommets de Budapest (1994), Lisbonne (1996) et Istanbul (1999) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Les prétendues élections sont contraires aux normes et valeurs démocratiques et aux principes du droit. En outre, elles doivent avoir lieu dans une région où les droits et libertés individuels fondamentaux, en particulier ceux des Géorgiens de souche, sont incontestablement et massivement bafoués, comme l'indiquent les rapports de diverses organisations internationales. On ne peut pas prétendre que des élections de cette nature aient une quelconque légitimité, et leurs résultats doivent par avance être considérés nuls et non avenue.

Les États membres du groupe GUAM s'élèvent contre la tenue par le régime séparatiste non reconnu de ces prétendues élections locales et parlementaires, qu'ils qualifient d'actes de sabotage visant principalement à compromettre le processus de paix et à imposer une situation de fait accompli pour tromper la communauté internationale.

Ils soulignent que le fait d'appuyer ou d'appeler à appuyer les prétendues élections est contraire aux normes et principes universellement admis du droit international relatifs au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, à l'inviolabilité de leurs frontières internationalement reconnues et à l'inadmissibilité de l'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Ils appellent tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies, du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres organisations internationales à condamner ces actes illégaux et à appuyer les efforts menés en faveur d'une solution pacifique au conflit en Abkhazie (Géorgie), fondée sur l'intégrité territoriale de la Géorgie et le respect de ses frontières internationalement reconnues.